



COMMUNIQUE DE PRESSE

Suite au dernier article paru dans la presse, je tenais à réagir sur le sujet de la surrémunération des Fonctionnaires d'Etat Outre-Mer, et ce en tant que représentant de l'Organisation Syndicale la plus représentative en Douane au niveau local depuis les dernières élections professionnelles, mais également en tant que secrétaire général adjoint de l'Union des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (UFAE) d'A Tia I Mua.

Encore une fois la Cours des Comptes émet un rapport plus que partial sur la surrémunération des Fonctionnaires de l'Etat Outre-Mer. Un rapport qui professe l'illusion que la baisse de notre index correcteur est la solution miracle qui réglera tout. En Douane nous ne savons que trop bien que ces rapports ne servent qu'à démanteler le service public et à l'affaiblir. Actuellement la Douane fait les frais d'un de ces fameux rapports à l'échelle nationale.

Ne nous leurrions pas, les mesures préconisées par ce rapport ne visent qu'à faire des économies de bout de chandelles sans tenir compte d'une réalité polynésienne qui elle est n'est pas virtuelle.

En effet, la crise économique n'est pas virtuelle, et nous sommes parmi les derniers à avoir les moyens de consommer et de faire tourner ce qu'il reste de l'économie polynésienne. Une baisse de notre rémunération entraînera une baisse de notre consommation qui ne pourra qu'avoir comme effet d'entraîner des destructions massives d'emplois.

De plus, à l'heure où nous parlons de solidarité, c'est notre contribution à la CST qui sera impactée. En se basant sur les chiffres de la CPS, nous finançons la CST à hauteur de plus de deux milliards de francs pacifiques par an. Si l'on gagne

moins demain, cela générera une perte considérable que la CPS ne peut se permettre en ces moments difficiles.

Vouloir niveler par le bas n'apportera rien, cela ne rendra pas plus riches les plus démunis, et cela ne fera pas baisser les prix qui sont élevés en raison de l'éloignement géographique de la Polynésie et de la fiscalité qui leur est appliquée à l'entrée.

J'estime qu'il est normal de vouloir défendre son pouvoir d'achat, sachant que la valeur du point d'indice n'a pas augmenté depuis des années pour la Fonction Publique d'Etat ; personne de sensé ne voudrait gagner moins.

Pour conclure, c'est toujours le même refrain, comme le dit l'adage :

« Quand on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage ».

Le secrétaire régional A Tia I Mua de La DOUANE/CFDT

CHARDOT Karim